

Des voix: Bravo!

M. Nystrom: Cet après-midi, je veux soulever certains problèmes importants qui appellent des solutions. Nous devons les étudier avec sérieux. Nous savons tous quels sont nos problèmes d'ordre structurel. Le député de Kamloops-Shuswap et quelques autres ont parlé du taux de chômage de 8 p. 100, du taux d'inflation de 11.5 p. 100 et des taux d'intérêt très élevés. Du point de vue de son organisation, nous avons une économie vassalisée. Il y a, au Canada, des filiales d'entreprises étrangères transnationales qui produisent en grand nombre les biens et les services dont nous disposons.

Si Samuel de Champlain devait réapparaître, il serait comblé de joie, sans doute, car en 1608, lorsqu'il a fondé la première colonie à Québec, c'était pour expédier en France les peaux de castor et les fourrures du Canada. Il serait probablement ravi de constater que nous sommes passés des peaux de castor au gaz, au pétrole, au bois d'œuvre et au charbon. Nous continuons cependant à exporter nos matières premières, le plus souvent sans aucune transformation, et nous importons des produits finis fabriqués ailleurs dans le monde.

Le leadership, les visions d'ensemble nous manquent. Nous entendons les députés d'en face nous critiquer parce que nous parlons d'espoir et d'optimisme. Nous avons une économie essentiellement à la traîne, à la remorque des États-Unis et d'autres régions du monde. A vrai dire, nous ne sommes que l'ombre des États-Unis. En 1980, nous avons commencé à en percevoir les conséquences, lorsque le chômage s'est mis à monter et que nous nous sommes aperçu que 5,5 milliards de dollars quittaient le Canada sous forme de dividendes et de bénéfices versés à des actionnaires d'autres pays. Selon moi, monsieur l'Orateur, nous avons besoin d'un nouveau Canada, nous avons besoin d'une nouvelle vision de ce que nous pouvons accomplir dans notre pays. Nous devons permettre aux Canadiens d'espérer que nous arriverons à reconstruire et à restructurer notre pays comme les Japonais, les Français et les Allemands l'ont fait pour leur propre pays qui était entièrement détruit après la Seconde Guerre mondiale. Ces peuples sont repartis à zéro et ont bâti de grands États industriels qui ont maintenant une économie plus forte que celle du Canada qui, pourtant, possède le plus de ressources, de gens instruits et de possibilités d'avenir dans le monde. Nous accusons de plus en plus de retard. Je pense qu'il est temps que notre pays devienne une nation. Il est temps que le Canada devienne canadien. Il est temps que nous affirmions notre souveraineté, que nous canadianisons notre économie et que nous permettions aux Canadiens d'être maîtres de leur propre destin. Il est temps que nous permettions aux travailleurs ordinaires de décider eux-mêmes ce qu'ils feront de leur vie.

• (1610)

A cause du peu de temps dont nous disposons, monsieur l'Orateur, je voudrais me concentrer aujourd'hui sur un secteur où nous devrions apporter, selon moi, des changements de structure fondamentaux, en l'occurrence, le secteur du commerce. Je tiens à me pencher sur ce secteur, parce qu'il représente environ 30 p. 100 de notre produit national brut. C'est donc un domaine très important pour l'économie et pour le secteur de l'emploi à l'échelle nationale et, à plus forte raison, dans l'ouest du Canada, dont moi-même et le député de Kamloops-Shuswap sommes originaires, où il représente encore plus de 30 p. 100 du PNB.

Les subsides

Nous possédons un marché intérieur très restreint au Canada, monsieur l'Orateur. De fait, parmi les sept plus grandes nations commerçantes du monde, le Canada est le pays qui possède le marché intérieur le plus petit. Le Canada doit donc être une nation commerçante et devenir beaucoup plus compétitif et plus spécialisé. Après ce qui s'est passé au cours des dernières années au Canada, j'ai l'impression que nous sommes devenus les boy-scouts du commerce international. A cause de cela, nous nous faisons exploiter par bon nombre de pays. Il suffit de voir ce que les Japonais ont répondu hier au ministre d'État chargé du Commerce (M. Lumley), qui s'était rendu à Tokyo, parce qu'il pensait pouvoir négocier une nouvelle entente pour restreindre dans une certaine mesure les importations d'automobiles japonaises au Canada. Les Japonais ont refusé et la mission du ministre au Japon s'est soldée par un échec.

En 1969, la part du marché mondial revenant au Canada s'élevait à 6 p. 100, et elle est maintenant tombée à 3.9 p. 100. En 1972, notre part du commerce mondial dans le domaine de la fabrication était de 4 p. 100; en 1979, elle était de 2.8 p. 100. En 1970, nous accusions un déficit de 2.5 milliards de dollars au titre des produits finis; en 1981, ce déficit était passé à 21 milliards de dollars. Mon ami, le député de Kamloops-Shuswap, a parlé du matériel et des machines d'exploitation minière. Notre déficit à ce titre s'élevait à 5.7 milliards de dollars en 1980. En 1980, nous avons subi un déficit de 4.2 milliards au chapitre des automobiles, des camions, des pièces et des aéronefs. Ces données statistiques révèlent un mal très profond. Pourtant, je dois préciser que la faute n'est pas entièrement imputable au gouvernement fédéral. Bien sûr que le gouvernement est le grand patron, le tribunal suprême du pays, et à cause de cela, il est responsable au premier chef. Cependant, sont aussi répréhensibles les gouvernements provinciaux, les entreprises en général, voire même toute la nation. Voilà pourquoi il faudra faire du commerce notre grande priorité si nous voulons survivre.

Je le répète, monsieur l'Orateur, 20 p. 100 de notre PNB est lié au commerce. Les biens et services entrent à part égale dans cette proportion. Si on jette un coup d'œil aux autres principaux pays du monde, on constate qu'ils sont moins tributaires du commerce. En effet, les échanges commerciaux ne représentent que 10 ou 15 p. 100 du PNB des États-Unis et du Japon. Voilà pourquoi je m'inquiète de la montée du protectionnisme à travers le monde, car si cela se produit comme dans les années 30, nous serons plus durement touchés que presque tout autre pays, car nous sommes plus vulnérables. En outre, une plus grande partie de nos échanges s'effectue à l'intérieur du monde industrialisé. En fait, moins de 10 p. 100 de notre commerce touche les pays en voie de développement. Nous avons peu de relations commerciales avec les Bangladesh ou les Chines du monde. Nos principaux partenaires sont les États-Unis, le marché commun et le Japon. Cependant, 20 p. 100 du commerce du marché commun européen est destiné aux pays en voie de développement, et la proportion est plus d'un tiers aux États-Unis et environ la moitié au Japon. Qu'arrivera-t-il si les géants industriels deviennent protectionnistes? Qu'arrivera-t-il si les géants industriels décident de protéger leurs producteurs nationaux, leurs fabricants d'automobiles, leurs sidérurgies, leur aéronautique? Parce que c'est